

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 11 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAINTONGE ENROBÉS SNC

Les Saints Vivien
17100 Saintes

Références : 0007204261/2026/166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement SAINTONGE ENROBÉS SNC implanté Les Saints Vivien Aire de Chermignac 17100 Saintes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINTONGE ENROBÉS SNC
- Les Saints Vivien Aire de Chermignac 17100 Saintes
- Code AIOT : 0007204261
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une centrale d'enrobés et relève du régime de l'enregistrement. Les conditions d'exploitation sont encadrées par arrêté préfectoral du 15 décembre 2011.

Contexte de l'inspection :

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing « produits chimiques ».

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 7.2.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 7.5.3	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 7.5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit disposer d'un plan actualisé localisant les produits dangereux détenus sur le site et accessible pour les services de secours et l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<p>Constats :</p> <p>Les FDS sont accessibles en version papier et numérique.</p> <p>L'inspection a notamment consulté les FDS des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEPSASFALT 50/70 (bitume) ; - Gazole Non Routier Traction Force Plus ; - SEROLIA 32. <p>Ces FDS sont datées respectivement du 08/02/2023, du 24/11/2020 et du 23/06/2021.</p> <p>Ce constat n'appelle pas d'observation de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 04/03/2026 complété le 06/03/2026, l'exploitant a justifié les caractéristiques de la cuve de gasoil non routier (double paroi).</p> <p>L'inspection a notamment constaté la présence de moyens d'extinction appropriés (extincteurs à poudre à jour de leurs contrôles périodiques), des rétentions pour empêcher toute pénétration dans les égouts, les conditions de stockage appropriées (température, ventilation, ...).</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>Les capacités des rétentions sont conformes pour le parc à liants, le GNR et l'huile de chauffe de la chaudière.</p> <p>Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 7.5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats ont porté notamment sur le bitume, le GNR et l'huile de chauffe de la chaudière. L'inspection n'a pas constaté de produits incompatibles sur une même rétention.</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : L'état des stocks pour le bitume et le GNR est disponible en temps réel. Par ailleurs, l'exploitant a présenté la liste des produits chimiques de l'établissement. L'emplacement des produits chimiques n'est pas précisé sur la liste ou sur un plan disponible pour les services de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un plan localisant les produits dangereux détenus sur le site, à jour et accessible pour les services de secours et l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois